

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/2

24 mars 1995

(95-0759)

CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
3 avril 1995

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR DES REUNIONS DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

Le projet de règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des marchandises figurant ci-après a été arrêté lors de consultations informelles menées par le Président de cet organe et sont soumises au Conseil du commerce des marchandises pour qu'il les approuve à sa réunion du 3 avril 1995.

Le règlement intérieur des réunions du Conseil général s'appliquera *mutatis mutandis* aux réunions du Conseil du commerce des marchandises, sous réserve des dispositions ci-après:

i) Les règles 12, 13 et 14 du chapitre V (Président et Vice-Présidents) seront modifiées comme suit:

Règle 12

Le Conseil du commerce des marchandises élira un Président* et pourra élire un Vice-Président parmi les représentants des Membres. L'élection aura lieu à la première réunion de l'année et prendra effet à la fin de cette réunion. Les Président et Vice-Président exerceront leur mandat jusqu'à la fin de la première réunion de l'année suivante.

Règle 13

Si le Président est empêché de participer à une réunion ou partie de réunion, le Vice-Président remplira les fonctions de président. S'il n'a pas été élu de Vice-Président ou si le Vice-Président n'est pas présent, le Conseil du commerce des marchandises élira un Président intérimaire pour la réunion ou partie de réunion en question.

Règle 14

Si le Président ne peut plus remplir les fonctions qui lui incombent, le Conseil du commerce des marchandises chargera le Vice-Président mentionné à la règle 12 de remplir ces fonctions jusqu'à l'élection d'un nouveau Président ou, s'il n'a pas été élu de Vice-président, élira un Président intérimaire à cet effet.

./.

*Le Conseil du commerce des marchandises suivra les lignes directrices pertinentes énoncées dans les "Lignes directrices pour la désignation des Présidents des organes de l'OMC" (PC/IPL/14 en date du 9 décembre 1994).

ii) La règle 33 du chapitre VII (Prise de décisions) sera modifiée comme suit:

Règle 33

Dans les cas où il ne sera pas possible d'arriver à une décision par consensus, la question considérée sera renvoyée au Conseil général pour que celui-ci prenne une décision.

iii) La règle 34 du chapitre VII (Prise de décisions) n'est pas applicable.